



**NON A L'ACCORD DE REGRESSION SOCIALE !  
LE 5 MARS, JOURNÉE NATIONALE D'ACTION ET DE MOBILISATION  
INTERPROFESSIONNELLE**

Le 11 janvier 2013, les négociations nationales dites de "*sécurisation de l'emploi*" se sont terminées par un accord d'une extrême gravité pour les droits des salariés. Les confédérations CGT et FO, qui représentent la majorité des salariés, ont refusé de signer cet accord de régression sociale. Elles appellent ensemble, et c'est une première depuis de nombreuses années, à l'action dans toute la France le 5 mars par des rassemblements, des manifestations et des arrêts de travail.

Les salariés et leurs familles des Industries Électriques et Gazières, des Mines seront pleinement touchés par ces nouveaux reculs sociaux si cet accord est transcrit dans la loi.

Ce mauvais accord, fruit de la pensée ultra libérale, organise une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs.

C'est aussi ce qui anime la Cour des Comptes quand elle dénonce les soi-disant avantages et augmentations de salaires dans les IEG.

Cette journée doit exprimer un refus de l'austérité et de la flexibilité préjudiciables à l'emploi et à une sortie de la crise par le haut.

Ensemble, exigeons de nouvelles réponses pour les droits sociaux, l'emploi, les rémunérations, les garanties collectives des salariés et pensionnés dans les IEG et les Mines.

**Les Fédérations CGT et FO Énergie et des Mines s'associent à cet appel et demandent à leurs organisations, syndicats, sections syndicales et unions fédérales de créer toutes les conditions de la mobilisation la plus large possible. Elles appellent l'ensemble des salariés et leurs familles à participer massivement aux rassemblements, manifestations et arrêts de travail dans les régions, départements et localités le mardi 5 MARS.**